

**Du 1<sup>er</sup> au 8 janvier 2021 notre réseau électrique n'a tenu que grâce au nucléaire, à l'hydraulique et aux importations : une fragilité accélérée du mix électrique français**

La période froide dans laquelle s'est trouvée la France, début janvier 2021, est particulièrement intéressante car, avec des conditions climatiques loin d'être exceptionnelles pour la saison, et avec peu de vent et de soleil, notre pays n'a pu s'appuyer pour produire son électricité que sur son solide socle nucléaire et hydraulique, et il a été contraint d'importer de l'électricité des pays voisins la quasi-totalité du temps. L'analyse présentée dans cette étude de la période du 1<sup>er</sup> au 8 janvier 2021 révèle clairement que notre réseau, autrefois un des plus solides au monde, est sur la voie du déclin avec une diminution de sa capacité de production pilotable qui ne saurait être corrigée par le développement de l'électricité intermittente, solaire et éolienne en particulier. Il faut ajouter à cette faiblesse hivernale la difficulté que nous aurons aussi en période estivale, seulement esquissée en annexe dans cette étude, à compenser la violence des fluctuations de la production photovoltaïque, supposée quadrupler d'ici 2028.

Le 27 janvier 2021, lors de la présentation à mi-étape d'une étude commandée par le Ministère de la Transition Écologique (MTE) à Réseau de Transport d'Électricité (RTE), qui gère notre réseau haute tension, et à l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), le Président de RTE a clairement identifié les quatre tendons d'Achille de toute prospective visant à une très forte pénétration des énergies intermittentes, non pilotables, dans notre réseau :

- la prise en compte de leur impact sur la stabilité des réseaux ;
- la sécurité d'alimentation de réseaux qui irriguent toute notre vie courante et notre économie ;
- la garantie de réserves opérationnelles, elles sont déjà insuffisantes en 2021 ;
- la nécessité d'un développement massif et coûteux des réseaux (102 milliards sur 15 ans déjà demandés par les gestionnaires de nos réseaux, RTE et ENEDIS).

Nous alertons depuis des années les pouvoirs publics sur ces faiblesses, et en particulier sur l'effondrement programmé de notre capacité de production pilotable, déjà plus de 11 000 MW depuis 2011, et qui devrait doubler d'ici 2035. Plus grave encore, dans son rapport de janvier 2021, France Stratégie s'inquiète de la capacité européenne, susceptible de perdre 69 000 MW pilotables d'ici 2035.

La Loi de Transition Écologique pour la Croissance Verte (LTECV), sévèrement jugée par la Cour des Comptes en 2018, ne prend pas en compte au niveau nécessaire le développement des usages de l'électricité décarbonée en substitution aux énergies fossiles, qui pèsent encore pour 68 % dans notre consommation d'énergie finale. La France doit préserver ses atouts actuels, et en particulier un mix électrique qui limite, tout au long de l'année, les émissions de CO<sub>2</sub> du secteur à un niveau remarquable, moins de 7 % du total, grâce à sa souplesse. C'est sur lui que notre politique devrait faire porter la décarbonation des autres usages de l'énergie.

Dans ce contexte, l'objectif de la LTECV d'arrêter 12 réacteurs nucléaires de plus d'ici 2035 est sans logique climatique, ce que dit clairement le Directeur exécutif de l'AIE, dans une réponse à des questions de journalistes : « *Fermer les centrales nucléaires françaises serait une erreur. L'énergie nucléaire est un atout national pour la France [...] L'objectif d'atteindre zéro émissions à 2050 est un défi herculéen. Nous n'avons pas le luxe de nous priver de l'une ou l'autre des énergies propres* ».

Lien vers l'étude détaillée de Jean-Pierre PERVES : [Du 1<sup>er</sup> au 8 janvier 2021 notre réseau électrique n'a tenu que grâce au nucléaire, à l'hydraulique et aux importations ! Une fragilité accélérée du mix électrique français](#)